

LE MÉTIER D'ÉDUCATEUR ET LA QUESTION DE LA FIERTÉ PROFESSIONNELLE

Par Jean Blairon

Les cursus de promotion sociale se clôturent en général par une « épreuve intégrée » où l'étudiant(e) a l'occasion de mettre en œuvre les connaissances qu'il(elle) a acquises durant ses études, en général dans un travail écrit (« travail de fin d'études »).

L'institut de promotion sociale Lallemand à Bruxelles organisait ce mois de juin 2019 la dite épreuve intégrée pour les étudiant(e)s de sa section « bachelier éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif » dans le cadre d'un colloque.

La thématique en était nommée comme suit : « Quel rapport entre la représentation des idéaux professionnels et les enjeux de l'éducation (permanente) ? »

Les travaux des étudiant(e)s s'inscrivaient dans cette thématique commune.

Nous avons été invité à intervenir dans ce colloque pour aborder la thématique du point de vue de l'analyse institutionnelle. Nous livrons ici un développement de notre intervention où nous avons essayé d'aborder la question de la fierté professionnelle face aux enjeux sociétaux.

UN THÈME IMPORTANT ET AMBIGU

Pour nombre de sociologues¹, la fierté professionnelle repose sur des composantes qui peuvent être activées dans le travail et dépassent la fonctionnalité de la tâche.

Il peut s'agir du sentiment d'utilité sociale ; de la satisfaction par rapport au « bel ouvrage » dont on est l'auteur (certains artisans et ouvriers avaient ainsi l'occasion de signer leur production ; dans certains métiers, on pouvait reconnaître dans la production « la main » d'une « école » particulière) ; d'un capital symbolique (lorsqu'on travaille par exemple pour une marque reconnue pour sa qualité) ; d'un engagement (comme dans le cas de professeurs qui le sont devenus parce qu'ils estiment avoir beaucoup reçu de tel(le) ou tel(le) d'entre eux et qu'ils souhaitent faire de même).

Dans de nombreux cas de figure, évidemment, on peut avoir affaire à un cocktail de ces composantes.

Mais pour aborder aujourd'hui la thématique de la fierté professionnelle, il faut aussi reconnaître qu'elle s'est en quelque sorte parfois pervertie dans une société où l'individualisme est sur-valorisé, au détriment des logiques collectives. Nous pouvons avoir affaire à une volonté exprimée de « s'y retrouver narcissiquement », dans le cadre d'une concurrence généralisée (soi indépendamment des autres si ce n'est contre eux) ou à une nouvelle norme professionnelle : l'obligation pour le travailleur de s'engager totalement au profit exclusif de l'entreprise, qui s'exprime par exemple dans l'obligation d'adhésion à des valeurs qui ont été définies sans les intéressés et ne comprennent pas de réciprocité.

Entre la fierté que permet l'exercice d'un travail et les situations où l'usage de celle-ci est biaisé, nous

1 Nous pensons par exemple à Danièle Linhart (*Travailler sans les autres ?*, Paris, Seuil, coll. Non conforme, 2009) et Jean-Pierre Le Goff (*La barbarie douce, La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, 2003).

trouvons aussi celles qui relèvent de l'incertitude.

Ainsi de cette équipe professionnelle d'un Centre de jour pour jeunes polyhandicapés, qui considérait que leur vie professionnelle s'apparentait à « un long fleuve tranquille ». Certes l'exercice de leurs professions (éducateurs, psychologues, para-médicaux) se caractérise par une très grande stabilité (horaires fixes, très peu de turn over dans l'équipe, groupe de bénéficiaires plutôt constant à tous points de vue (y compris dans ses difficultés)), mais celle-ci était vécue par cette équipe dans le registre du doute, si ce n'est du problème. Deux questions les taraudaient en réalité .

« Sommes-nous des travailleurs différents ? », se demandaient-ils, considérant que le « mainstream » était au mouvement permanent dans les autres professions, que leurs contacts, notamment privés, leur permettaient d'appréhender, à l'inverse de la leur.

La question « Sommes-nous à côté de la société ? », dans une sorte d'île, de marge, voire de réserve se posait par voie de conséquence : elle renvoyait à un classement ressenti, qui oppose les métiers considérés comme « productifs », valorisés, et les métiers considérés comme « non productifs », dévalorisés. Les membres de cette équipe avaient intériorisé somme toute la division mise en lumière par Pierre Bourdieu entre les agents de la main droite de l'État et les agents de sa main gauche. Les premiers sont rangés dans l'ordre des recettes (ils produisent de la richesse) ; les seconds, dans l'ordre des dépenses (ils « dépendraient » des premiers, parfois avec des connotations de parasitisme). Même si cette division ne tient guère la route, elle reste prégnante dans beaucoup de lieux et irrigue le sens commun.

Puisque cette équipe sollicitait notre intervention pour répondre à ces questions, nous leur avons proposé de s'inscrire dans l'approche de l'analyse institutionnelle qui recommande de lire le local à partir du global, notamment en essayant de répondre à cette question formulée par F. Guattari :

« de quelle société ces agents sont-ils l'interprète² ? ».

C'est ce que nous nous proposons de faire aujourd'hui, en partant donc du global.

UNE SOCIÉTÉ AU BOUGISME DÉSTABILISATEUR

Nous ne pouvons que suivre Paul Virilio lorsqu'il décrit les sociétés contemporaines comme ne maîtrisant plus leur vitesse ; confrontées à un changement permanent et accéléré, elles sont sans cesse en mouvement sans que l'on perçoive bien la direction dans laquelle elles invitent à aller³.

Tout se passe comme si, diagnostique Jean-pierre Le Goff, il fallait sans cesse (se) réformer sans qu'une orientation soit cependant clairement nommée⁴.

Zygmunt Bauman dénonce cette nouvelle norme où il s'agit de « partir d'ici » sans définir ni savoir où aller. Bauman cite Kafka pour signaler cette attitude :

« A la porte [le domestique] me retint et me demanda : « Où vas-tu maître ? » - Je ne sais pas, dis-je, je ne veux que partir d'ici, seulement partir d'ici. Sans cesse partir d'ici, ce n'est qu'ainsi que je pourrai atteindre mon but. - Donc, tu connais ton but ? - Oui, répondis-je, ne te l'ai-je pas dit : partir d'ici, tel est mon but. »⁵

2 Guattari prenait le terme d'interprète dans son acception musicale en évoquant une idée d'exécution, mais aussi de créativité possible par rapport à une sorte de « partition sociétale ».

3 P. Virilio, *Ce qui arrive*, Paris, Galilée, 2002.

4 « Le discours de la modernisation s'affirme en effet dans une *logique adaptative de la survie et de l'urgence* : la vitesse des évolutions et leur portée sont telles qu'il n'existe pas d'autre choix pour la société que de s'y adapter au plus vite si elle ne veut pas dépérir. Dans ce monde en plein bouleversement, la « mobilité », la « réactivité », la « flexibilité » sont des valeurs de référence, tandis que l'exigence de stabilité devient synonyme d'immobilité, de refus du changement. (...) L'évolution de la culture et des mentalités, des structures économiques et sociales, des métiers et des compétences est toujours en décalage par rapport aux changements qui affectent le monde. La course effrénée pour rattraper le retard est sans fin. » (J.-P. Le Goff, *La démocratie post-totalitaire*, Paris, La Découverte, 2003, p. 21.

5 F. Kafka, *Le départ*, cité par Z. Bauman, *Rétrotopia*, Premier Parallèle, 2017, p. 13.

Boltanski et Chiapello, pour leur part, décrivent le système de valeurs dominant dans nos sociétés comme tout entier régi par « le projet ». La réussite dans un tel monde est signifiée par le fait qu'on est successivement appelé à participer à des activités très différentes, menées par des réseaux aussi improbables (et par là même supposé féconds) que possible. Il s'agit d'être « callable » au vu des capitaux (culturel, social, symbolique notamment) qu'on peut mettre au service du projet émergent, vécu d'office comme temporaire. Notons que nous sommes là aux antipodes de la fiction « de la rue qu'il suffirait de traverser pour trouver un emploi » selon l'image malheureuse (et violente) employée par Emmanuel Macron.

Tout au contraire, ce sont les capitaux accumulés dans des activités diverses et variées qui rendent celui qui réussit désirable aux yeux de réseaux occupés à se constituer.

Inutile de dire que celui qui n'est pas appelé devient de moins en moins callable. Boltanski et Chiapello identifient d'ailleurs cette situation comme une nouvelle forme de domination⁶.

Le changement récurrent (et dans ce cas, imposé) est aussi une nouvelle forme de pouvoir qui s'exerce dans les organisations. A de multiples reprises, nous avons relayé cette analyse de Danièle Linhart⁷ où l'auteur présente le mouvement contraint comme une stratégie explicite de domination déployée par le patronat. Il s'agit ni plus ni moins de déplacer sans cesse les agents pour les empêcher de constituer des groupes solidaires possédant un contrôle suffisant sur leur environnement de travail : déplacer rime alors avec déstabiliser et désorienter.

Il est par ailleurs facile aux groupes dominants de disqualifier ceux qui tentent de résister à ce bougisme : il suffit de les présenter comme rebelles au « changement », résistants dépassés, obstacles à la « modernisation ». La critique des services publics (dont les agents seraient des pantouflards, protégés par un statut aux privilèges exorbitants, etc.) s'alimente facilement à cet « air du temps ».

CEUX QUI NE PEUVENT PAS « BOUGER » FACILEMENT

sont évidemment largement déconsidérés ; on suspecte souvent une mauvaise volonté, si ce n'est une intention de fraude – nous pensons par exemple aux demandeurs d'emploi. On peut même poser qu'ils sont stigmatisés au sens strict du terme tel que Goffman l'a élaboré⁸.

Sur base d'un attribut qui affecte une personne, celle-ci est discréditée de façon profonde et durable ; elle n'est plus, au fond, considérée comme vraiment humaine.

Les attributs stigmatisants sont variés et évolutifs ; ils peuvent être physiques, reliés à une race ou être comportementaux (comme les préférences sexuelles par exemple). C'est à cette dernière catégorie qu'appartient le stigmate lié au mouvement permanent : aux yeux des « normaux », il se manifeste par un manque d'entrain, d'« activation », de volontarisme, par une résistance au changement, etc.

Nous pensons que ce stigmate trouve son sens dans la catégorie de la **veulerie** : on parle d'apathie, de faiblesse, d'avachissement ou de lâcheté.

Bien des termes des politiques sociales supposent implicitement ce registre : n'y parle-t-on pas de mobilisation, de responsabilisation, d'activation, supposant que les personnes que l'on entend « aider » ou « soutenir » sont démobilisées, déresponsabilisées et désactivées ?

Les « inactifs » se révèlent en réalité en action, ne serait-ce que pour leur survie, en tout cas de la façon dont leurs conditions de vie le leur impose ou le leur permet.

Il faut admettre que l'accompagnement qui est dispensé à une partie de la population s'exprime désormais en épreuves dont les personnes doivent s'acquitter sous peine de sanctions diverses et variées.

6 L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

7 Cf Entretien avec Danièle Linhart, https://www.intermag.be/images/stories/pdf/perte_emploi_perte_de_soi.pdf, p. 12.

8 E. Goffman, *Stigmate, les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975.

Chaque secteur bureaucratique tend à fonctionner aujourd'hui ainsi, en ne voulant rien savoir, en outre, des autres épreuves que les personnes ont à affronter. Il y a ainsi un énorme cumul d'épreuves, invisible, qui enfonce les personnes sous l'eau.

Z. Bauman évoque, pour chaque citoyen, « la divergence criante entre l'immensité des tâches à mener et la nette insuffisance des moyens disponibles pour le faire, les individus étant perpétuellement, irrémédiablement écrasés par le poids de devoirs qui outrepassent largement leurs propres capacités. »⁹

Le rôle du stigmat, rappelle Goffman, est de faire adopter les valeurs d'une société par ceux qu'elle ne soutiendra pas. En intériorisant le stigmat (c'est vrai que je suis... que je ne fais pas... etc.), ils confirment en quelque sorte les valeurs dominantes.

Bauman évoque ainsi la « fort coûteuse surabondance de notre temps : surabondance des opportunités, des options, des choix, des sensations tentatrices, des attraits et des plaisirs, des possibilités d'évolution, mais aussi des risques de débâcle, que chacun accepte de courir comme au jeu. »

Le stigmat de veulerie semble bien adapté, en l'occurrence, à « tous ceux qui sont condamnés à jouer à perdre et qui, pour cette raison même, se montrent définitivement désenchantés, fatigués, hagards et profondément las, découragés et abattus par ce qu'ils ont découvert dans ce nouveau pays de Cocagne [celui de la surabondance, réelle ou fantasmée, évoquée plus haut]. »¹⁰

Force est de reconnaître que bien des approches « sociales » (placées pour la plupart sous le signe du « projet ») supposent acquis ce qui serait en réalité à acquérir (comme la capacité stratégique, la capacité de programmation, etc.) et se révèlent ainsi de nature à renforcer la stigmatisation.

LE RÔLE POLITIQUE DES ÉDUCATEURS

Placés aux côtés de ceux qui peinent ainsi à se projeter, à se mobiliser, à progresser sans répit, à se transformer... les éducateurs jouent un rôle sociétal fondamental. Nous nous trouvons bien face à la question : « de quelle société ces éducateurs seront-ils les interprètes ? ».

Joueront-ils un rôle de courroie de transmission des normes nouvelles imposées par la société du bougisme ? Contribueront-ils ainsi à « culpabiliser et punir » (c'est-à-dire à priver de droits ceux qui ne seront pas jugés suffisamment méritants) tous ceux qui refuseront ou n'arriveront pas à se conduire comme de « petits entrepreneurs de leur vie »¹¹ ?

Ou voudront-ils être les agents sociaux qui offriront **le soutien de la société qu'ils représentent** à ceux qui en manquent ?

Robert Castel allait dans ce sens lorsqu'il parlait des « individus par défaut », ces personnes à qui « manquent les ressources nécessaires pour assumer positivement leur liberté d'individus ». Il leur manque **les ressources ou les supports** « pour pouvoir se réaliser effectivement comme les individus qu'ils voudraient être ». Ce

9 Z. Bauman, *op. cit.*, p. 219.

10 *Idem*, p. 216.

11 L'expression est de Pierre Bourdieu : « Pour les plus démunis, ceux que les discours officiels appellent les « exclus », on a mis en place dans tous les pays développés des politiques très subtiles d'encadrement social qui n'ont plus rien de l'encadrement brutal et un peu simpliste, un peu policier, de la période antérieure. Ces politiques, on pourrait les mettre sous le signe du projet : tout se passe comme si un certain nombre d'agents – éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux – avaient pour fonction d'enseigner aux plus démunis – en particulier à ceux qui ont été repoussés par le système scolaire et qui sont rejetés hors du marché du travail – quelque chose comme une parodie de l'esprit capitaliste, de l'esprit d'entreprise capitaliste. On a organisé une sorte d'aide à la *self help* qui est si conforme à l'idéal politique anglo-saxon. » (P. Bourdieu, « Pour une vraie mobilisation des forces organisées », *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, p. 458.). Nous avons développé ce point dans notre étude « Controverses à propos du « projet pour l'enfant » prévu dans le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse », <https://www.intermag.be/662>

n'est donc pas « l'absence de désir ou de volonté d'être des individus à part entière » qui les caractérise.¹²

Cette posture professionnelle implique la capacité à travailler avec des personnes et des groupes stigmatisés, et en premier lieu de se faire **adopter** par eux plutôt que de chercher à les **adapter**.

Erving Goffman a décrit avec beaucoup de finesse les exigences des contacts professionnels avec les personnes et les groupes stigmatisés.

Il évoque par exemple la fierté du professionnel lorsqu'il est accepté par un groupe de stigmatisés en tant que « membre honoraire » du groupe¹³.

Mais il décrit aussi les pièges qui peuvent traverser cette position et qui sont nombreux. Citons par exemple le fait d'apparaître comme un reproche vivant aux membres « normaux » de la société, celui de se laisser piéger par ses propres limites dans l'acceptation de la différence, ou encore la propension à sur-valoriser les stigmatisés, ce qui constitue au fond une stigmatisation inversée (on loue des actions ou des résultats qu'on ne louerait pas s'ils avaient été le fait d'une personne considérée comme « normale »).

UN RÔLE PRODUCTEUR ?

Revenons un instant au global.

Z. Bauman, déjà cité, analyse les tendances fortes qui poussent notre société à se désintégrer. Il pointe particulièrement un enjeu social (les 1 % les plus favorisés ne vivent plus (et ne veulent plus vivre) dans le même monde que les 17 à 20 % qui sont confrontés à la pauvreté¹⁴) et un enjeu culturel (les « autochtones » se rassemblent souvent autour du rejet de l'immigré, du réfugié).

Il est clair que la capacité à travailler avec les groupes stigmatisés permet de s'opposer à ces tendances à la désintégration.

Nombre de références éducatives sont ainsi porteuses de modèles de société progressistes ; nous pensons par exemple à l'enjeu de la « démocratie culturelle » définie par le belge Marcel Hicter :

« C'est vraiment le nœud du débat : ou bien, on privilégie les privilégiés ; ou bien, on cherche les voies qui offrent à chaque culture le droit à son plein épanouissement et on s'engage dans un long combat de **rééquilibrage des possibilités de développement**. »¹⁵

Félix Guattari, quant à lui, n'hésitait pas à considérer que les enseignants et les travailleurs sociaux produisaient la matière première dont toutes les autres activités humaines ont besoin ; pour lui, ces professions sont des « ouvriers de pointe » :

« Nous autres enseignants mais aussi travailleurs sociaux, nous sommes des producteurs de subjectivité et à ce titre nous sommes les ouvriers d'une industrie de pointe qui fournit la matière première subjective nécessaire à toutes les autres industries et activités sociales. »

La question qui se pose dès lors est bien de savoir si les éducateurs peuvent tirer leur fierté professionnelle de ce rôle-là.

Et, le cas échéant, s'ils peuvent en tirer toutes les conséquences.

Comme par exemple s'ils sont prêts, en tant qu'ouvriers de pointe assumés, à suivre les traces des mouvements ouvriers, à construire les alliances qui s'imposent, à sortir de « l'entre soi » ?

12 R. Castel et C. Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretien sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.

13 E. Goffman, *op. cit.*, pp. 42 et sq.

14 R. Castel parle quant à lui de désaffiliation, cf. <https://www.intermag.be/robert-castel-la-desaffiliation-un-concept-pertinent-pour-les-politiques-jeunesse>

15 M. Hicter, *Pour une démocratie culturelle*, Fondation Marcel Hicter, 1980, p. 348. Notons que par « culture », l'auteur entend non les œuvres, mais les modes d'alimentation, les structures de parenté, les techniques, les langues, les formes de pouvoir, l'éducation.

Z. Bauman n'hésite pas à faire cette comparaison :

« Nous voilà violemment ramenés – sans y opposer, il est vrai, de grande résistance -, au début du XIXème siècle, quand les paysans, dans de nombreux pays d'Europe, et les artisans, dans chacun d'entre eux, se virent expropriés à grande vitesse de leurs moyens de production, et donc privés de leur statut et de leur capital sociaux. Ces populations ont alors été précipitées dans l'espace surpeuplé d'une « vie sordide, brutale et brève », puisque menée dans un monde qui s'était engagé dans « la guerre de tous contre tous », un monde peuplé de misérables, comme eux, d'anonymes, comme eux, ne pouvant prétendre être pleinement humains¹⁶, comme eux, et considérant comme eux que leur nouvel environnement était aussi aliénant qu'hostile. Il leur fallut de nombreuses décennies pour découvrir, dans la foule anonyme pointant dans les premières usines capitalistes, un intérêt commun et couronner cette découverte de l'idée de « solidarité ». (...) il leur fallut plus de temps encore pour inventer, institutionnaliser et mettre en œuvre une action solidaire systémique et systématique visant à remplacer l'esclavage par l'émancipation.

Nous vivons aujourd'hui une époque tout à fait semblable. »¹⁷



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Le métier d'éducateur et la question de la fierté professionnelle », *Intermag.be*, RTA asbl, septembre 2019, URL : www.intermag.be/677.

16 Nous retrouvons là le thème du stigmaté.

17 Z. Bauman, *Retrotopia*, op. cit., pp. 180-181.